

22, des enquêtes sur les importations de blé et de beurre d'arachide depuis le Canada. Ces enquêtes et la menace d'imposition de restrictions quantitatives aux termes de l'article 22 créent beaucoup d'incertitude chez les exportateurs canadiens de produits agricoles.

Dans le prolongement de l'Uruguay Round, les contingents actuellement appliqués aux termes de l'article 22 seront probablement convertis en équivalents tarifaires; de plus, la dérogation obtenue du GATT sera annulée.

VIII. INVESTISSEMENT

Nombre de lois et de règlements fédéraux en vigueur aux États-Unis ont pour effet de limiter les investissements canadiens dans ce pays. Les Canadiens ne peuvent investir dans le secteur de l'énergie nucléaire, et des restrictions gênent les investissements dans les secteurs de la radio et de la télévision, de l'aviation commerciale, de la construction navale, des banques et des assurances, du transport maritime et des pêches, des industries liées aux ressources naturelles, aux communications et à la défense. Les programmes de recherche-développement des pouvoirs publics fédéraux et étatiques contiennent parfois des règlements qui empêchent les entreprises canadiennes de devenir membres de consortiums.

Les gouvernements des États imposent des restrictions à la propriété étrangère, notamment dans les secteurs de l'immobilier (quelque 30 États imposent des restrictions dans ce domaine aux étrangers et aux sociétés étrangères non résidents), des banques, des assurances, des mines et des services publics.

Les États-Unis justifient les restrictions imposées au niveau fédéral en faisant valoir presque exclusivement des motifs de sécurité nationale. Seules les restrictions concernant les investissements étrangers dans l'industrie de la pêche sont fondées sur d'autres critères que la sécurité nationale. Pour les fins de l'investissement, le terme «sécurité nationale» n'a jamais été officiellement défini.

Depuis 1975, le Comité de l'investissement étranger aux États-Unis (CFIUS) a passé en revue les investissements étrangers qui, de l'avis de ses membres, pourraient avoir des conséquences pour l'intérêt national des États-Unis.

L'article 5021 (l'amendement Exon-Florio) de la Loi générale de 1988 des États-Unis sur le commerce extérieur et la compétitivité (*Omnibus Trade and Competitiveness Act*) a donné au Président le pouvoir de suspendre ou d'interdire, au nom de la sécurité nationale, toute acquisition, fusion ou prise de contrôle par une personne étrangère. Par suite d'une modification apportée en 1992 aux dispositions Exon-